

Évaluez, éliminez !

Déclaration d'Action & Démocratie au Conseil supérieur de l'éducation

15 septembre 2022

Avant toute chose, la CFE-CGC souhaite adresser toute sa sympathie et ses vœux de rétablissement à notre collègue professeure de français très violemment agressée il y a deux jours dans un lycée de Caen. Rappelons que ces faits extrêmement graves dont la presse se fait régulièrement l'écho ne constituent que la partie émergée de l'iceberg : la violence et les incivilités à l'encontre des enseignants et des élèves sont devenues au fil des années tristement banales en milieu scolaire, parce que l'institution a précisément tout fait (ou tout laissé faire) pour qu'elles se banalisent : par le renoncement à l'autorité, par l'impunité dont bénéficient très souvent les auteurs de violence, par le « pas-de-vague » généralisé.

Il est heureux que le ministre ait fermement (si l'on peut dire) condamné cette agression barbare. Il est en revanche incompréhensible à nos yeux qu'il n'ait pas daigné se rendre immédiatement sur place. Notre collègue aurait pu mourir de cette attaque si une courageuse lycéenne n'avait su lui porter secours mais il en fallait apparemment plus pour justifier un déplacement ministériel immédiat. C'est cela aussi, la banalisation de l'inacceptable...

Monsieur le ministre,
Monsieur le président,
Mesdames et messieurs les membres du CSE,

Nous avons appris il y a quelques jours le report des fameuses évaluations d'écoles qui devaient initialement démarrer dès ce mois de septembre et qui avaient été présentées aux directeurs d'école dès la pré-rentrée.

On rappellera ici que ce dispositif fait l'unanimité contre lui, et pour cause : les professeurs, qui sont assurément les meilleurs experts de leur métier, le jugent inutile, chronophage, et même néfaste pour notre belle institution républicaine. Pour le dire autrement, non seulement nous, professeurs des écoles, n'avons pas de temps à perdre à définir des besoins que nous connaissons déjà mais nous estimons en outre qu'il ne revient pas aux usagers, aux collectivités ni aux partenaires de l'école d'évaluer le travail des enseignants.

Report des évaluations d'écoles donc, mais pourquoi ? Nous n'oserions imaginer que pour une fois les organisations syndicales aient été entendues. Il semblerait plutôt que le ministère souhaite privilégier dans un premier temps la tenue des « grandes concertations sur l'école », nouvelle illustration de l'attachement si français envers la « réunionite » qui, bien qu'elle permette de faire diversion, n'en demeure pas moins totalement improductive. Si les « moins de vingt ans » ne peuvent pas connaître de précédent, les enseignants en milieu de carrière (le véritable milieu de carrière...) n'ont

pas oublié cette mascarade que fut le « Grand débat » sur l'école de 2003/2004 et l'incroyable richesse des propositions qui fusaient de tout côté : « *Il faut que les profs...* » « *Faut demander aux profs...* », « *Les profs devraient...* », « *Et pourquoi les profs ne font pas...* », etc. Inutile de dire qu'aucune amélioration n'était sortie de ce concours Lépine burlesque et qu'après bien des arbres tronçonnés pour remplir des milliers de pages de rapport, chacun est retourné à ses occupations ou préoccupations habituelles.

Au risque de nous répéter, et si des désaccords importants existent entre eux, les enseignants sont les personnes les plus à même de poser un diagnostic sur les dysfonctionnements de l'institution scolaire. Voulez-vous réellement savoir ce qui ne fonctionne plus et comment y remédier ? Nous avons les réponses et les aurions gracieusement offertes. Une belle économie de temps et d'argent public était possible. Occasion manquée.

Ensuite, apporter des solutions à des problèmes aussi aigus que ceux de l'Éducation nationale nécessite de pouvoir actionner les vrais leviers. Avec la meilleure volonté du monde et en admettant qu'un bon diagnostic soit posé, les acteurs locaux d'une école ne pourront diminuer le nombre d'élèves par classe, remédier aux carences éducatives graves d'un nombre croissant d'enfants ou encore peser sur le fonctionnement délirant de la très mal nommée *école inclusive*. Tout au plus se sentiront-ils pousser des ailes à la rédaction d'un beau *projeet* empreint de *bienveillance citoyenne* ainsi qu'à celle d'une jolie charte à patafixer sous le préau.

Seul le gouvernement dispose des moyens pour sauver notre École, il est de son entière responsabilité de garantir à tous les élèves une instruction et une formation de qualité et à tous les enseignants des conditions de travail dignes ainsi que de leur garantir par les moyens appropriés le respect qui leur est dû en tant qu'agents de l'État.

L'Éducation nationale se porte très mal, Monsieur le ministre. Nous avons besoin d'actions concrètes car, dans les écoles, les simples discours ne suffisent plus. Le *blabla* est un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre.

Action & Démocratie/CFE-CGC continue donc d'appeler à l'abandon pur et simple des évaluations d'écoles et soutiendra activement toutes les équipes enseignantes qui refuseront de s'y soumettre.